

L'AFRIQUE ET LA PRÉSIDENTE OBAMA : ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS D'UN CONTINENT EN MAL DE REPÈRES

[Extraits adaptés d'une note d'analyse politique par Joseph Tchinda Kenfo, Janvier 2017]]

Au lendemain de la chute du mur de Berlin et profitant du vent de démocratisation venu de l'Est, les USA lancent en Afrique subsaharienne une vaste offensive basée sur la défense de la démocratie et une plus grande responsabilisation de l'élite africaine. Ce qui trouve un écho favorable dans une opinion africaine, francophone notamment, qui rêve alors de bénéficier enfin de tout ce que la France n'a pas pu et surtout voulu lui apporter. Ce faisant, les États-Unis engagent le procès de l'Aide publique au développement (APD) et le président Bill Clinton s'active à promouvoir l'arrimage des pays africains à l'économie mondiale. Ce projet aboutit en octobre 2000 à l'adoption de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA). Conscient du discrédit de la politique africaine de ses alliés dans une frange de l'opinion publique, les USA basent leur offensive sur la critique de l'archaïsme de leur politique africaine en donnant l'impression de se ranger du côté des populations dans la lutte contre les régimes incompetents et autoritaires. Ainsi, ils accroissent leur capital sympathie.

Cette approche de la fin des années 1990 renforce l'image positive que les populations du continent ont des présidents américains, surtout démocrates. L'élection d'un nouveau président américain a pour particularité de ne pas concerner ses seuls ressortissants, en raison du rôle prééminent joué par les USA dans le monde. Sa résonance varie sensiblement en fonction de la personnalité du locataire de la Maison Blanche, du moment politique dans lequel se trouvent les USA et du contexte mondial. Sur ces trois plans, l'élection de Barack Obama tranche : elle a ouvert la voie à l'élection pour la première fois dans l'histoire américaine d'un président noir dont le second prénom est Hussein - un prénom à consonance musulmane dans un pays encore marqué par le traumatisme du 11 septembre 2001. En Afrique francophone, l'élection d'Obama a relancé l'interrogation sur le retard de la France en matière de diversité. L'élection d'Obama dans une Amérique décrite communautaire voire raciste inflige un camouflet à la France, presque une blessure d'amour-propre, tant le fossé entre les idéaux de la République – celui d'égalité notamment – et la réalité est devenu béant, alors qu'il semble se résorber si vite de l'autre côté de l'Atlantique. Elle tranche aussi au regard de l'ampleur du doute politique qui a saisi la société américaine en 2008 avec la crise économique qui a poussé nombre d'observateurs à s'interroger sur la capacité matérielle et politique des USA à continuer d'assumer autant de responsabilités internationales.

À la différence des pays européens, les USA possèdent l'avantage de n'avoir aucun passé commun entremêlé avec l'Afrique qui aurait pu laisser de mauvais souvenirs. Ils peuvent ainsi jouer avec les "racines africaines" d'une partie de la population comme un atout. Leurs rapports avec l'Afrique ne sont pas pollués de repentance, de susceptibilités, de réparations ou de ressentiments. De plus, l'élection de Barack Obama change le visage de l'Amérique. Elle produit de la fierté parmi les Africains qui voient arriver au pouvoir un Noir dont les racines paternelles se trouvent au Kenya. Bref, l'impact émotionnel est significatif.

Barack Obama va, du moins officiellement, avoir une vision assez pragmatique et réaliste des relations internationales. Il souhaite défendre les intérêts américains par la diplomatie et améliorer l'image des USA à l'étranger. Il préconise un usage prudent de la force militaire. Bref, on a là

l'association du réalisme et du multilatéralisme. Tandis que l'administration Bush a essuyé de nombreuses critiques suite à la militarisation excessive de sa politique africaine, Barack Obama a rapidement donné l'impression - notamment par son discours phare prononcé au Ghana en juillet 2009 - d'atténuer la tonalité sécuritaire de son prédécesseur pour se recentrer sur le développement et la responsabilisation des dirigeants locaux. D'ailleurs, Johnnie Carson, secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines déclara que l'administration Obama devait porter ses efforts sur 5 domaines d'importance cruciale pour les USA et l'Afrique : renforcer les institutions démocratiques et de bonne gouvernance ; promouvoir un développement économique durable ; améliorer la santé publique ; prévenir et résoudre les conflits internes et externes et traiter des nouvelles menaces globales, notamment le trafic de drogue, le changement climatique, l'exploitation des ressources, les maladies endémiques et la sécurité énergétique sans oublier la lutte contre le terrorisme.

Dans la vie internationale, il existe cependant des constantes. Parmi elles, la volonté de chaque État d'accroître sa puissance sous le couvert de défendre ses intérêts. Au fond, la diplomatie consiste à inverser le brillant postulat du stratège prussien Carl Von Clausewitz disant que "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". Si la connaissance des acteurs individuels est indispensable à l'interprétation de la politique étrangère d'un État, celle-ci restera lacunaire si elle méconnaît les traditions politiques dont elle s'inspire. Pour les USA, il s'agit de l'isolationnisme, du réalisme et du messianisme. Ceci revient à dire que les Africains dans leur appréciation de l'impact de l'élection de Barack Obama pour le continent ont fait montre de beaucoup de naïveté. En réalité, Barack Obama aux USA, comme partout ailleurs, doit faire face à de nombreuses contraintes car un président, aussi puissant soit-il, demeure un acteur dans un système qui a ses traditions, ses intérêts, ses codes, ses routines et donc son inertie. Et en cela, l'appareil d'État des USA est contrôlé par d'innombrables bureaucraties puissamment organisées et jalouses de leurs prérogatives: le département de la Défense, le département d'État, les 17 agences de renseignement, les très nombreux lobbies économiques et ethniques dont certains exercent une influence considérable sur la politique étrangère. L'influence grandissante des agences aux États-Unis laisse peu de manœuvre au président surtout lorsque ce dernier ne contrôle pas le Congrès (Chambre des représentants et Sénat). D'une certaine manière, on pourrait dire que la politique étrangère américaine n'est pas l'expression de la souveraineté du peuple qui a porté les hommes au pouvoir, mais plutôt celle des clans et de réseaux d'affaire.

Comme l'ont montré Oliver Stone, producteur américain, et Peter Kuznick, historien américain, l'accession des USA à l'hégémonie mondiale la plus totale jamais connue a été marquée par d'admirables réussites mais aussi de terribles déceptions. Ce pays a toujours entretenu une certaine confusion concernant son statut impérial en exerçant les pouvoirs et les fonctions d'un empire tout en refusant d'en endosser les attributs. L'élection de Barack Obama a nourri beaucoup d'espoirs, mais l'espoir a rapidement cédé la place à la déception. De la séduction, on est passé, au regard de la réalité et du bilan, au malaise.